

Grathwol, Robert P. *Stresemann and the DNVP.Reconciliation or Revenge in German Foreign Policy 1924-1928*. Lawrence (Kan), The Regents Press of Kansas, 1980, 313 p.

Jean Dimakis

Volume 13, numéro 2, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701360ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701360ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dimakis, J. (1982). Compte rendu de [Grathwol, Robert P. *Stresemann and the DNVP.Reconciliation or Revenge in German Foreign Policy 1924-1928*. Lawrence (Kan), The Regents Press of Kansas, 1980, 313 p.] *Études internationales*, 13(2), 377–379. <https://doi.org/10.7202/701360ar>

que et économique mondiale. Si l'on veut sortir d'un côté de schémas marxistes trop simplifiés et de l'autre du développement mondial conçu comme le revenu national brut divisé par le nombre d'habitants, il faut lire ce livre bien au courant des débats des sciences politiques, économiques, sociologiques, juridiques et anthropologiques et qui pose les grands problèmes qui nous attendent au-delà des identités nationales et des histoires tronquées qui proposent trop souvent une lecture du monde au travers de lunettes par trop myopes. On atteint ici un niveau de complexité suffisant pour rejoindre l'humain et les stratégies d'action proposées vont dans le sens de la survie de tous.

Yvan SIMONIS

*Département d'anthropologie
Université Laval*

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

GRATHWOL, Robert P. *Stresemann and the DNVP. Reconciliation or Revenge in German Foreign Policy 1924-1928*. Lawrence (Kan), The Regents Press of Kansas, 1980, 313 p.

Cette étude nous plonge dans la période de la République de Weimar et les controverses provoquées en Allemagne par l'orientation de sa politique étrangère. En effet, deux tendances s'affrontaient à cette époque en Allemagne. Celle qui préconisait une résistance face aux clauses imposées par le traité de Versailles, ce qui aurait comme conséquence de conduire l'Allemagne à un affrontement continu avec les vainqueurs. Et celle qui, compte tenu des circonstances et de l'impossibilité pour l'Allemagne d'imposer ses objectifs politiques par la force ou l'obstruction, cherchait à infléchir la politique des autres puissances, en faisant preuve d'un esprit de collaboration et d'accommodement. Le principal tenant de la première attitude était le parti de la droite nationaliste DNVP (parti populaire

national allemand), tandis que le représentant de la seconde était Gustav Stresemann, ministre des Affaires étrangères dans tous les gouvernements successifs depuis 1923 jusqu'à sa mort (à l'âge de 51 ans) en 1929.

Le travail que nous examinons ici étudie en détail les rapports entre Stresemann, qui entendait bien mener sa politique de réconciliation sur le plan international, et l'attitude au départ très hostile du DNVP à son sujet. Or, l'opposition des nationalistes allemands à la politique modérée, et somme toute intelligente et habile, de Stresemann passera par plusieurs étapes qui sont en rapport avec la place du parti à l'intérieur ou l'extérieur du gouvernement, et le degré de l'influence des milieux radicaux du parti sur ses dirigeants. Car si les chefs de file de ce parti au Reichstag, notamment Westarb et Schiele, étaient portés parfois à la modération, ils devaient toujours compter avec les extrémistes du parti, recrutés surtout dans les organisations locales et la ligne pan-germaniste. Mais d'un autre côté les dirigeants du parti devaient aussi tenir compte des intérêts des classes sociales que le parti représentait, à savoir les industriels et les grands propriétaires fonciers qui désiraient l'association du parti au pouvoir, pour ainsi mieux faire valoir leurs intérêts.

La première crise grave entre le DNVP et la politique étrangère de Stresemann éclatera à l'occasion du plan Dawes élaboré en 1924 en vue de permettre à l'Allemagne de faire face à ses obligations à propos des réparations de guerre. Or, malgré l'opposition farouche des milieux nationalistes au plan Dawes, dénoncé comme humiliant et allant à l'encontre de l'intérêt national, ce plan passera facilement le cap de la majorité des 2/3 nécessaires pour être approuvé par le Reichstag (notamment dans certaines de ces dispositions qui avaient besoin d'une ratification législative allemande) - et cela même avec le vote de 52 des 106 députés du DNVP.

L'étape suivante sera la participation du DNVP au gouvernement de Luther, formé en décembre 1924 par des personnalités d'orientation centre et droite. Mais, bien que Stresemann eût favorisé cette participation dans l'espoir de neutraliser l'opposition nationaliste à sa

politique, il aura, en fait, à affronter maintenant cette opposition à l'intérieur du gouvernement, le DNVP cherchant constamment à lui mettre « des bâtons dans les roues ». La grande question à laquelle l'Allemagne était confrontée à ce moment sur le plan extérieur était la négociation des accords de Locarno. Or, si ces accords étaient susceptibles de redonner à l'Allemagne une importante place sur le plan international, (ce dont les adversaires de Stresemann ne semblent pas d'ailleurs être conscients), ils impliquaient, entre autres, la reconnaissance de ses frontières occidentales - ce à quoi les nationalistes du DNVP s'opposaient vigoureusement. Pourtant les nationalistes n'ont pas pu empêcher la conclusion de ses accords, bien qu'ils soient parvenus, à imposer, en cours de route, quelques exigences qui ont, quelque peu, forcé la main de Stresemann. Et finalement, malgré le désir des dirigeants parlementaires du parti de continuer à soutenir le gouvernement dans leur espoir d'infléchir sa politique étrangère et de faire adopter la législation qu'ils préconisaient sur les tarifs douaniers et les impôts, les instances supérieures du parti, subissant les pressions grandissantes des éléments radicaux, décideront la rupture avec le gouvernement en octobre 1925.

Dès lors et pendant qu'un gouvernement minoritaire, présidé toujours par Luther, exercera dorénavant le pouvoir, c'est le président Hindenburg, élu depuis avril 1925, qui devient, pratiquement, le porte-parole des nationalistes qui ne sont plus représentés au gouvernement. Ainsi le vieux général ultra-conservateur prendra-t-il à son compte les réclamations du DNVP et poussera le gouvernement - bien que sans succès - à poser des conditions préalables à l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations, prévue pourtant expressément par les accords de Locarno, qui furent, entre temps, approuvés par le Reichstag (contre le vote des nationalistes). Et ce sera aussi le président qui travaillera pour le retour du DNVP au sein du gouvernement.

Or, le DNVP entrera effectivement de nouveau au gouvernement (présidé cette fois par W. Marx) en février 1927, après avoir effectué entre temps un cheminement qui le condui-

ra, à toute fin pratique, à la révision de son attitude antérieure face à la politique étrangère de l'Allemagne. Les dirigeants du parti tiendront compte de la nouvelle réalité politique, ils reconnaîtront les « faits accomplis » des accords de Locarno et de l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations, tout en acceptant, et cela pour la première fois, la légitimité du régime de Weimar. Ainsi éviteront-ils dorénavant de critiquer ouvertement la politique de Stresemann, même s'ils sont déçus des résultats pratiques de la rencontre de Stresemann-Briand à Thoiry (septembre 1926) qui avait donné, au début, beaucoup d'espoir aux Allemands sur un règlement général des différends franco-allemands. Certes, cette évolution vers le pragmatisme politique n'est pas partagée par tous les éléments du DNVP, mais son aile radicale qui continue à s'opposer à la nouvelle orientation du parti et qui ne cesse pas d'attaquer Stresemann, est nettement en perte de vitesse.

Cependant, les élections de mai 1928 constitueront un tournant dans la vie politique allemande et donneront un nouveau cours aux événements. En effet, non seulement les sociaux-démocrates en sortiront renforcés et entreront au gouvernement, pour la première fois depuis 1924, mais aussi le DNVP qui subira une sérieuse défaite (il obtient 78 sièges contre 110 aux élections de 1924) et qui sera délégué dorénavant à l'opposition, sera placé sous le contrôle des radicaux en élisant à la présidence de sa députation parlementaire (bien que de justesse), l'ultra-conservateur Hugenberg.

L'étude que nous examinons s'arrête ici en ne suivant pas la politique de Stresemann dans la période ultérieure qui marque d'ailleurs le couronnement de cette politique, par la levée des contrôles financiers imposés en Allemagne et la fin de l'occupation de la Rhénanie - sans doute puisque, dans le nouveau contexte politique, le DNVP n'exerce plus aucune influence. Car l'objet de l'ouvrage n'est pas l'analyse de la politique étrangère de l'Allemagne sous Stresemann, mais bien l'examen de l'interaction entre cette politique et les forces intérieures qui s'y opposaient, avant de s'être finalement résignés à l'endosser (bien que parfois à leur corps défendant),

confrontés aux nouvelles réalités politiques de l'Allemagne.

L'auteur trace, à cet effet, le cheminement de ces forces politiques, de leur refus initial à leur acceptation finale, tout en insistant sur les tendances opposées qui se manifestaient à l'intérieur du DNVP quant à l'attitude à adopter face aux différentes étapes franchies par la politique de Stresemann dans la voie pragmatique de l'accommodement et de la réconciliation. Le but de l'auteur est de prouver que, contrairement à l'opinion courante, les nationalistes allemands à l'époque de la République de Weimar n'étaient pas des « incorrigibles » figés dans leur attitude négative, mais ils ont su - certes avec beaucoup de tiraillements - s'adapter aux nouvelles conditions politiques, tandis que, d'autre part, le succès de la politique de Stresemann est dû, dans une certaine mesure, à la conversion des nationalistes vers une approche politique plus modérée.

L'ouvrage mettant constamment son « focus » sur les rapports entre Stresemann et le DNVP, fait très peu cas du contexte politique général de l'Allemagne à l'époque, au point que même le parti DVP de Stresemann (« parti populaire allemand », de droite modérée) est à peine mentionné. Ceci pourrait constituer une faille dans une étude du genre, mais en réalité l'ouvrage ne devrait pas trop en souffrir, puisqu'il s'adresse surtout aux spécialistes qui sont bien au fait de l'histoire allemande.

L'auteur met à sa contribution une vaste série de sources d'archives (imprimées ou non), en puisant particulièrement dans les procès-verbaux des sessions des gouvernements allemands de l'époque. Certes, une extension de ses recherches dans les différentes publications provenant des milieux nationalistes et dans la presse nationaliste proche du DNVP sur le plan national et local (il y a pourtant parfois référence aux prises de position de l'organe officiel du parti « Korrespondenz der Deutschnationalen Volkspartei ») aurait offert du matériel utile pour suivre l'opinion des différentes factions du parti et les pressions exercées sur ses dirigeants parlementaires. Mais outre que de telles recherches nécessite-

raient un trop long travail, elles n'auraient, peut-être, pas changé grand'chose quant aux conclusions de base de cet ouvrage.

Jean DIMAKIS

*Département d'histoire
Université de Montréal*

TRACHTENBERG, Marc. *Reparations in World Politics: France and European Economic Diplomacy, 1916-1923*. New-York, Columbia University Press, 1980, 435p.

Si l'inflation est un phénomène politique, elle doit être analysée comme telle, et l'hyperinflation doit, elle, être analysée en termes de « haute politique », celle-ci désignant le processus de prise de décision au sommet. Les historiens de la « haute politique » cherchaient traditionnellement à y déceler des comportements d'hommes d'État, c'est-à-dire la poursuite cohérente de fins intelligentes; ceci est cependant réduit par une récente école d'historiens au simple opportunisme, les hommes d'État étant décrits comme manoeuvrant sans vergogne au gré des pressions immédiates pour bien se placer, chacun dans son pays.

L'hyperinflation allemande de 1923 doit être vue dans le contexte de la diplomatie économique d'alors. Dans la pensée anglo-saxonne, cette année est dominée par l'image d'un Poincaré imperturbable et avide de vengeance; avec beaucoup de succès, M. Trachtenberg dissout cette image au profit de celle d'un opportuniste.

L'auteur ouvre d'autre part une perspective nouvelle sur la diplomatie économique française tout au long de la période 1916-1923: son but n'était pas la vengeance, mais un nouvel ordre économique dans lequel l'Allemagne aurait trouvé sa place après avoir raisonnablement remboursé, dans la mesure du possible, les dommages qu'elle avait infligés. C'est le même genre d'application d'une psychologie de boy-scout (jetez l'adversaire à terre, et là serrez-lui la main et gagnez un ami) que préconisait J.M. Keynes, personnage officiel du Trésor, en 1918. Si c'est bien là ce que